



SOUDAN

Mise en œuvre des interventions prioritaires du PANA pour renforcer la robustesse des secteurs de l'agriculture et de l'eau vis-à-vis des effets néfastes du changement climatique

FONDS POUR LES PAYS LES MOINS AVANCÉS

Financement du Fonds pour les PMA	USD 3 300 000
Cofinancement	USD 3 500 000
Achèvement du PANA	Juin 2007
Inscription au programme de travail du Fonds pour les PMA	Janvier 2008
Date d'agrément du DG	Septembre 2009
Dates de début et de fin d'exécution	Novembre 2009–novembre 2013
Entité d'exécution du FEM	Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)
Autre partenaire	Conseil supérieur de l'environnement et des ressources naturelles (CONSERE)

Le processus de communication nationale initiale mis en œuvre par le Soudan a établi que l'augmentation de la température annuelle moyenne d'ici 2030 sera comprise entre 0,8 et 1,7° C et s'accompagnera d'une variabilité pluviométrique croissante, en particulier durant l'hivernage. Les zones agroclimatiques se déporteront vers le sud, empêchant progressivement les exploitations agricoles et élevages de dimensions modestes, présents dans de nombreuses parties du pays, de maintenir leurs niveaux actuels de production de sorgho, de millet, mais aussi de fourrage pour le bétail. Ces changements pourraient avoir un impact sévère sur la sécurité alimentaire nationale, spécialement du point de vue des sources de revenus des petits agriculteurs et éleveurs ruraux.

Ces variations de température et de pluviosité constituent une menace pressante pour la sécurité alimentaire, au sein d'une économie nationale basée sur l'agriculture. L'agriculture, notamment l'élevage, représente la source principale de revenus pour plus de 80 % de la population ; elle fournit la quasi-totalité de l'approvisionnement intérieur en termes d'alimentation de base, sorgho, millet et production animale ; elle est responsable de plus de 70 % de la consommation énergétique nationale, sous forme de bois de feu et d'autres sources de biomasse ; enfin, elle dépend à quelque 90 % de pratiques agricoles pluviales.

Parmi les causes profondes de la vulnérabilité croissante des communautés d'agriculteurs et d'éleveurs



soudanais envers le changement climatique, figurent les pratiques actuelles en matière de sélection des cultures, aménagement des ressources hydriques, gestion collective des parcours pastoraux, prévention de la sécheresse et génération des revenus des foyers, qui sont incompatibles avec une variabilité climatique accrue. En outre, le manque de sensibilisation, de capacités techniques et de connaissances empêche la prise de décisions éclairées.

Activités prévues et résultats attendus

Le projet vise essentiellement à mettre en œuvre un train de mesures urgentes pour restreindre et inverser l'insécurité alimentaire, et renforcer la capacité d'adaptation des petits agriculteurs et éleveurs vis-à-vis du changement — notamment de la variabilité — climatique. Pour atteindre cet objectif, le Gouvernement soudanais a préparé une proposition de projet visant à mettre en œuvre des activités d'adaptation essentielles, identifiées dans le Programme d'action national pour l'adaptation au changement climatique (PANA) comme des priorités urgentes et immédiates. Intimement liées à la sécurité alimentaire, elles portent sur la gestion des ressources hydriques, la production agricole pluviale et la productivité des parcours pastoraux. Spécifiquement, le projet compte trois composantes. La première composante pilote les mesures d'adaptation prioritaires identifiées dans le PANA, couvrant cinq secteurs ruraux spécifiques dans différentes zones agroécologiques vulnérables réparties à travers le Soudan. La deuxième composante entend renforcer les capacités institutionnelles et individuelles pour effectuer les interventions de gestion des risques climatiques au sein du secteur agricole. Enfin, la troisième composante se concentre sur la gestion des connaissances, la codification des meilleures pratiques, et les possibilités de transposition.

Les mesures prioritaires qui ont émergé de la consultation du PANA, concernant l'amélioration de la sécurité alimentaire face au changement climatique, englobent les techniques améliorées de récupération de l'eau, les variétés de plantes résistantes à la chaleur, les cultures marchandes, les techniques améliorées de

petite irrigation, les pare-vents, l'intensification de la plantation d'arbres le long des canaux d'irrigation, la réhabilitation de la couverture végétale et l'utilisation de parcours pastoraux collectifs pour mieux préserver les élevages. Des institutions de microfinancement à l'échelle des villages sont également instaurées pour le renouvellement des crédits, l'absorption des risques et le financement des élevages dans certaines des communautés-cibles, afin d'accroître la capacité d'adaptation et de sauvegarder les sources de revenus.

Le renforcement des capacités institutionnelles et individuelles pour l'adaptation au changement climatique et la gestion des risques implique la mise en œuvre d'activités qui donnent aux institutions fédérales et gouvernementales les moyens d'intégrer les risques liés, à court et long termes, au changement climatique dans les processus présents et futurs de planification nationale du développement. En outre, ces activités doivent aider les communautés locales à mieux comprendre comment réagir efficacement face à des conditions climatiques fluctuantes, grâce à des systèmes d'alerte précoce et des stratégies de production alternative répondant spécifiquement à la menace d'insécurité alimentaire annoncée.

Synergies et coordination

Des activités d'adaptation sont entreprises en étroite synergie avec le Plan stratégique national pour le Soudan, qui fournit les lignes directrices pour concentrer et coordonner les efforts de développement du Soudan au cours des cinq prochaines années. Le projet présente également une forte résonance avec deux initiatives régionales remarquables du FEM, consacrées à la gestion durable des ressources hydriques et foncières au Soudan : *l'Initiative pour le bassin du Nil* du Programme de développement de la Banque mondiale/ Nations Unies (NTEAP II), d'une part, et le *Programme d'investissement stratégique (PIS) TerrAfrica*, d'autre part. Le projet établit des liens étroits avec ces deux programmes en instaurant des mécanismes souples de coordination et de collaboration, le partage des connaissances et des informations, ainsi qu'une programmation conjointe à chaque fois que cela est approprié et possible.

Pour tout renseignement

Fonds pour l'environnement mondial
1818 H Street NW
Washington DC 20433, États-Unis

Téléphone : 202-473-0508
Télécopie : 202-522-3240

Août 2009
www.theGEF.org